

**États-Unis - Iran - Russie - Syrie -
Entretien de M. Jean-Marc Ayrault,
ministre des affaires étrangères et
du développement international,
avec «Europe 1» - Extraits**
(Paris, 20 janvier 2017)

Q - Bonjour Jean-Marc Ayrault.

R - Bonjour.

Q - Alors, «Désormais, tout peut arriver», «Un président pas normal, imprévisible», «Les inconnues d'une présidence», «Défendons nos valeurs», la presse française, dites-moi, elle est inquiète ce matin à quelques heures de l'investiture du 45^e président des États-Unis Donald Trump. Franchement, est-ce qu'elle n'en fait pas un peu trop ?

R - Ce n'est pas une série américaine qui commence, c'est la réalité, c'est la politique réelle, et donc il y a un nouveau président, aux États-Unis, qui s'appelle Donald Trump, c'est les Américains qui ont voté, maintenant il est au pied du mur, et ce n'est pas rien de présider les États-Unis. On vient de terminer 8 ans de présidence Obama, cela a été un grand président, on n'a pas toujours été d'accord sur tout, on a même eu des déceptions, je pense à la Syrie par exemple, mais globalement...

Q - Un grand président qui ne s'est quand même pas beaucoup intéressé à l'Europe non plus !

R - Écoutez, je pense que c'est aussi à l'Europe de se prendre en main, on n'a pas besoin que les Américains nous disent ce qu'on a à faire. On doit avoir une Europe plus forte, c'est clair, parce qu'il y a un nouveau monde qui se construit peu à peu, qui évolue vers l'Asie, et donc raison de plus pour avoir une Europe forte.

Q - Revenons sur Donald Trump. Hier soir, on l'a entendu dans les journaux ce matin, il a prononcé un discours rassembleur, mais alors ce sera quoi, ce sera qui le vrai Donald Trump ? Parce que finalement, vous ne le connaissez pas, est-ce que des rencontres sont prévues avec son Administration, est-ce que vous avez prévu de vous entretenir avec Rex Tillerson, le nouveau secrétaire d'État, qui sera en charge des affaires étrangères ?

R - Aussitôt que Rex Tillerson sera nommé, parce que pour l'instant la proposition du président Trump est examinée par le Sénat, et ce n'est pas encore terminé, aussitôt qu'il est nommé, moi je lui écris et je l'invite à Paris, parce qu'il faut discuter. Il y a beaucoup de questions qui sont soulevées, encore récemment, par les déclarations de Donald Trump dans la

presse européenne, en Allemagne, en France, et en Grande-Bretagne, c'est, quelle relation avec l'Europe, quelle relation avec l'OTAN, vous avez des questions sur la sécurité...

Q - Jugées obsolètes par Donald Trump...

R - Quelle va être la position américaine dans la lutte contre le terrorisme, c'est une priorité pour nous. Quelle relation avec la Russie, quelle relation avec la Chine, et puis quel avenir pour le traité sur la transition énergétique, l'accord de Paris, l'accord sur le nucléaire iranien. Donc, toutes ces questions...

Q - Donc vous pensez qu'il répondra à votre demande le nouveau secrétaire d'État américain, Rex Tillerson, vous l'espérez à Paris dans les mois qui viennent ?

R - De toute façon il y aura bientôt des rencontres internationales, le G20, que préside l'Allemagne, la réunion au niveau des chefs d'État et de gouvernement aura lieu au mois de mai/ juin, la date n'est pas encore complètement fixée, peut-être en juillet, mais dès le mois de février il y a une réunion à Bonn au niveau des ministres, donc là c'est évident que les États-Unis seront représentés, j'y serai, ce sera au moins la première rencontre.

Q - Donc, au plus tard, le premier contact sera à ce moment-là.

R - À la mi-février au plus tard. Déjà, en tout cas, nous, nous avons lancé toute une série de contacts avec les futurs membres de l'Administration américaine, vous savez qu'il y a un système de changement de fonctionnaires. Au ministère des affaires étrangères, au secrétariat d'État, il y a 500 personnes qu'il faut changer, pour l'instant je crois qu'il y en a à peu près 30 seulement qui ont été nommées.

Q - Y compris les ambassadeurs, il y en aura un nouveau en France.

R - Voilà.

Q - Mais on sait déjà, et vous l'avez évoqué, que Donald Trump ne sera pas tendre avec l'Europe, il s'en est pris à la politique migratoire de l'Allemagne, il a fait l'apologie du Brexit, à tel point, d'ailleurs, que Manuel Valls a parlé de déclaration de guerre. Dites-moi, guerre, est-ce que le mot est bien choisi ?

R - La France est alliée des États-Unis, comme le disait souvent John Kerry, c'est le plus vieil allié des États-Unis, vous vous souvenez de l'Histoire, La Fayette, etc., cela reste un symbole, mais c'est une réalité. C'est une réalité concrète. D'abord nous avons, ensemble, été solidaires dans deux guerres mondiales et nous sommes reconnaissants aux États-Unis, mais aussi parce que nous avons 150.000 Français qui vivent aux États-Unis, 30.000 Américains qui vivent en France, 3.500.000 touristes américains qui viennent en France, 500.000 emplois qui sont en France, des emplois d'entreprises américaines en France, qui investissent. Nous avons un

commerce extérieur de 32 milliards dans un sens, 34 dans l'autre, c'est considérable nos échanges.

Q - Il faut se garder des mots, donc, je parlais de guerre...

R - Il faut faire attention.

Q - À l'égard des États-Unis et de Donald Trump, il faut faire attention.

R - Mais bien sûr il faut faire attention. Nous souhaitons avoir, avec les États-Unis, une relation de confiance, nous partageons les mêmes valeurs, liberté, démocratie, droits de l'Homme, mais en même temps, je les ai citées, il y a toute une série de questions. Donc, si on n'aborde pas ces questions, la France est un pays indépendant, a une politique étrangère, a une politique de défense, elle existe, elle est membre permanent du conseil de sécurité des Nations unies - d'ailleurs ce sera le dernier pays européen à être membre permanent du Conseil de sécurité, après la sortie de la Grande-Bretagne, ce n'est pas rien - nous avons des devoirs, des responsabilités, nous devons poser les questions, mais pas dans une attitude agressive, et ça ne sert à rien.

Q - Vous parlez de l'Europe et des pays européens, on voit clairement se dessiner un axe États-Unis/ Russie, Trump/Poutine...

R - Cela on ne le sait pas, c'est vous qui le dites.

Q - Non, mais on a bien vu qu'il y avait une bienveillance de M. Trump à l'égard de M. Poutine, et en tout cas que le climat glacial qu'il y avait sous la présidence Obama, risque, enfin peut probablement se réchauffer, c'est ce que nous verrons. Mais, un autre sujet. Nous, les Européens, est-ce qu'on doit rester comme cela sur le bord de la route, ou est-ce qu'on doit, au contraire, tendre la main et faire des compromis, aux Américains, aux Russes...

R - Mais, c'est ce qu'on fait.

Q - Est-ce qu'on veut être dans le jeu diplomatique... ?

R - Mais c'est ce que nous faisons, c'est ce que nous faisons. Il y a toujours cette légende...

Q - Cela ne se voit pas beaucoup, franchement.

R - Attendez, cela ne se voit pas beaucoup... d'abord je vais prendre l'exemple du nucléaire iranien, vous êtes déjà en train de conclure ce que sera la politique de Donald Trump, vous n'en savez rien du tout, puisque la principale critique qui a été faite concernant un accord

international c'est l'accord sur le nucléaire iranien. Cet accord nucléaire iranien c'est un élément extraordinairement important, il faut le préserver, c'est la position de la France. Autour de la table il y avait la France, autour de la table il y avait les États-Unis, autour de la table il y avait la Russie, autour de la table il y avait les Nations unies, l'Europe...

Q - Oui, mais il y a Donald Trump qui dit qu'il pourrait le remettre en cause d'ores et déjà.

R - Justement, quand vous me dites que déjà il dessine une nouvelle alliance avec la Russie, je ne vois pas très bien comment on pourrait aller aussi vite en besogne, nous allons voir les dossiers les uns après les autres, l'Ukraine, la Syrie, et vous savez que la France est engagée pour une solution diplomatique et non pas pour une solution militaire. Lundi prochain il y aura une réunion à Astana au Kazakhstan et j'espère que ce sera la première annonce du dialogue politique et de la négociation.

Q - Précisément Jean-Marc Ayrault, la Syrie. L'entente - alors on verra, vous avez raison, restons prudents - l'entente américano-russe elle pourrait être au coeur du règlement de la question syrienne, en tout cas pour ces deux puissances, il y a une chose qui est certaine, c'est que le départ de Bachar al-Assad n'est pas un préalable à tout accord de paix et à toute discussion. Est-ce que la realpolitik ne nous impose pas, nous, les Français, les Européens, de nous aligner et de dire eh bien oui, il faut tenir compte du fait que Bachar al-Assad... pour en finir avec ce massacre ?

R - Mais pourquoi est-ce que vous ne suivez pas un peu plus les positions françaises, parce que là vous êtes en train d'inventer quelque chose qui n'est pas exact.

Q - Mais je la suis et vous êtes là pour l'exprimer.

R - Qui n'est pas exact.

Q - Si jamais vous me dites que vous acceptez de discuter avec Bachar al-Assad...

R - La résolution du conseil de sécurité des Nations unies du mois de décembre 2015 prévoit une transition politique, par une négociation. Dans le cadre des Nations unies, à Genève, il y a une réunion qui est prévue par le négociateur des Nations unies le 8 février prochain. À Astana, je l'ai dit, il s'agit d'une réunion plus restreinte...

Q - C'est lundi.

R - C'est un début, c'est une amorce, mais c'est ça la position de la France, et autour de la table, il faut construire une transition politique, où il y aura les représentants du régime, et à la tête du régime aujourd'hui il y a Bachar al-Assad...

Q - Donc, indirectement, on peut discuter avec Bachar al-Assad.

R - Et avec les représentants de l'opposition qui doivent tous y être, et nous nous sommes les garants de cette négociation, avec la communauté internationale, les Russes, les Américains, etc. Mais, quant à Bachar al-Assad, si vous me demandez s'il doit partir à la fin du processus de transition politique, qui doit commencer, c'est une exigence, parce que sinon les réfugiés ne reviendront jamais, la Syrie ne se reconstruira jamais. Alors bien sûr ce ne peut pas être la solution pour un pays qu'il a détruit, un pays où il y a plus de 300.000 morts, un pays où il y a des prisonniers politiques et des tortures, un pays où il y a 10 millions de déplacés et de réfugiés. Donc, à la fin du processus, si vous me dites que Bachar al-Assad est la solution de l'avenir, à l'évidence je vous réponds non.

Q - Mais en revanche on peut discuter avec les représentants de son régime.

R - Voilà. (...)/.